

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS

SECONDAIRES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES

Sous DIRECTION DU BUDGET

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL AND MATERIAL RESOURCES

SUB DEPARTMENT OF BUDGET

SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS

PIECE N° 1 : AVIS DE DEMANDE DE COTATION

AVIS DE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N° 01/26/DC/MINESEC/CIPM/2026 DU 08/12/2025 POUR LE GARDIENNAGE DES LOCAUX DU MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.

1. Objet de la consultation :

Dans le cadre de l'exécution du budget-programme 2026, le Ministre des Enseignements Secondaires lance en procédure d'urgence, une Consultation pour une Demande de Cotation pour le gardiennage des locaux abritant les Services Centraux de son Département Ministériel.

2. Consistance des prestations :

Les prestations objet du présent Avis de Demande de Cotation, comprennent le gardiennage des points suivants :

| N° | POSTE DE TRAVAIL | NOMBRE DE GARDIENS | |
|----|--|--------------------|------|
| | | JOUR | NUIT |
| 1 | Rez-de-chaussée du bâtiment C | 01 | 01 |
| 2 | Guérite du bâtiment C : Portail arrière et avant bâtiment C | 02 | 02 |
| 3 | Résidence du SEESEN | 01 | 01 |
| 4 | Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (CAAP) | 01 | 02 |
| 5 | Inspections de Pédagogie Enseignements Secondaires Techniques « Quartier Golf-Bastos » | 01 | 02 |
| 6 | Inspections de Pédagogie du Carrefour EMIA | 01 | 02 |
| 7 | Centre d'Education à Distance du LTC Bil - Ydé | 01 | 02 |
| 8 | Patrouille intérieur et extérieur du bâtiment C | 01 | 01 |
| | TOTAL | 09 | 13 |

De manière spécifique, il s'agira :

- ❖ De contrôler les accès ;
- ❖ D'identifier les visiteurs, usagers et techniciens non agents au MINESEC ;
- ❖ De fouiller à l'arrivée et au départ, les sacs de tous les techniciens effectuant les travaux dans les locaux et consigner les matériels et outils non indispensables aux travaux à faire ;
- ❖ De contrôler et réguler les mouvements des personnes et des biens ;
- ❖ De faire respecter les horaires de visite fixés ;
- ❖ D'empêcher la sortie non justifiée du matériel du ministère en fouillant éventuellement les suspects
- ❖ D'empêcher tout commerce non autorisé dans le Ministère ;
- ❖ D'opérer des contrôles de routine toutes les deux heures (intérieur et extérieur des locaux, toilettes, halls et parkings etc.) visant à s'assurer que tout est dans l'ordre ;



- ❖ De signaler au Service de la maintenance de la DRFM toute anomalie observée pour la prise des mesures appropriées.

A cet effet, le prestataire mettra à disposition un minimum de vingt-deux (22) Agents.

3. Participation et Origine :

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit Camerounais, dûment agréées par l'Autorité compétente et ayant une attestation d'exercer dans le domaine de gardiennage délivrée par le MINAT.

4. Financement :

Les prestations objet de la présente consultation sont financées par le Budget de Fonctionnement du MINESEC de l'Exercice 2026, sur la ligne d'imputation : 60 25.107 03 390000 361481.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne exclusivement.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

La version physique de la présente Demande de Cotation peut être consultée aux heures ouvrables au Ministère des Enseignements Secondaires - Direction des Ressources Financières et Matérielles, Service des Marchés Publics, bâtiment «C» porte 813, Tél. : 222 23 43 59 et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

7. Acquisition du Dossier de Consultation :

Le Dossier de Cotation peut être retiré auprès du Ministère des Enseignements Secondaires, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, Service des Marchés Publics, bâtiment «C» porte 813, Tél. 222 23 43 59, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de FCFA 50 000 (Cinquante mille Francs CFA), représentant les frais d'achat du Dossier.

Il est également possible d'obtenir le DC par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS ou PRIDESOFT disponible aux adresses sus-indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DC.

8. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de FCFA TTC 46.750 000 (Quarante-six millions sept cent cinquante mille Francs CFA).

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission de FCFA 450.000 (Quatre cent trente-cinq mille) délivrée par une institution bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances aux conditions de la COBAC dont la liste figure dans la pièce 11 du présent Dossier de Consultation. Cette caution doit être accompagnée de récépissé de la CDEC, au même montant que la caution.

Cette caution est valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. La caution doit être accompagnée de récépissé de la CDEC, au montant correspondant à celui de la caution de soumission.

10. Remise des offres et Taille des plis :

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais

10.1. : Délai de remise

Le délai de remise des Offres accordé aux Soumissionnaires sera de vingt-un (21) jours ouvrables à compter de la date de publication de l'avis de consultation.



sous peine de rejet, chaque offre devra être rédigée en français ou en anglais en Un (01) exemplaires Original. L'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme du COLEPS au plus tard le ~~10.12.2026~~ à 13 heures, heures locales. Une Copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur une clé USB ou CD/DVD devra être déposée contre récépissé sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis au Ministère des Enseignements Secondaires, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, Service des Marchés Publics, bâtiment « C » porte 813, et devra porter la mention suivante :

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE

N° ~~01~~/26/DC/MINESEC/CIPM/2026 DU ~~18.12.2025~~ POUR LE GARDIENNAGE DES LOCAUX DU MINISTÈRE
DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

10.2. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 05 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des offres aura lieu le ~~10.12.2026~~ à 14 heures, heures locales dans la salle des Conférences de la Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (CAAP) du MINESEC sis en face de la Cathédrale de Yaoundé par la Commission Interne de Passation de Marchés du MINESEC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du Dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. [L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation].

Cette ouverture se fera en un temps.

12. Recevabilité et Ouverture des Cotations :

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une Autorité Administrative compétentes (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement de la Demande de Cotation.

Elles devront obligatoirement, être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de la Demande de Cotation.



Toute offre non-conforme aux prescriptions de la présente Demande de Cotation (DC) sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies.

Les offres seront remises à l'adresse sus indiquée et dépouillées le ...AD.../01...../2025 à 14 heures au Ministère des Enseignements Secondaires dans la salle des Conférences, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINESEC, en présence des soumissionnaires dûment mandatés ayant une parfaite maîtrise du Dossier.

Les offres devront être chiffrées en Hors Taxes sur la Valeur Ajoutée (HTVA) et en Toutes Taxes Comprises (TTC), et accompagnées du modèle de soumission signé.

13. Principaux critères d'évaluation :

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

A/ Critères éliminatoires :

- A1. Dossier administratif : de l'Absence ou la non-conformité d'une pièce administrative à l'exception du Cautionnement de soumission, et du récépissé CDEC, 48 H après l'ouverture des plis ;
- A2. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission ou du récépissé CDEC ;
- A3. Des Fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- A4. De l'Absence d'Attestation sur l'honneur de non abandon des Marchés Publics au cours des trois (03) dernières années
- A5. Non-respect des obligations sociales vis-à-vis de ses salariés sur le Contrat fourni (Produire les bulletins de paie ou toute pièce équivalente);
- A6 Non-respect des Délais d'exécution de 12 mois ;
- A7. Non-respect des effectifs de personnel définis dans le DDC ;
- A8. Non-satisfaction d'au moins 5 sur 7 des critères essentiels,
- A9. Absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- A10. Absence d'agrément délivré par le Président de la République ;
- A11. Absence d'un élément de l'offre financière (soumission conforme au modèle, les BPU, le DQE) ;
- A12. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- A13. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée
- A14. Non-respect du format de fichier des offres ;
- A15. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

B/ Critères essentiels :

1. B1. Présentation générale des offres : ordonnancement des pièces dans l'ordre indiqué et leur séparation par un format intercalaire de couleur autre que celui des pièces du Dossier ;
2. B2. Références : expériences spécifiques de l'entreprise dans les prestations similaires (Joindre copies 1ères et dernière feuille du Contrat signé et enregistré + du PV de réception correspondant (minimum deux (02) Contrats enregistrés sur les cinq (05) dernières années,
3. B3. Qualité du personnel : fournir au moins une pièce justifiant l'expérience de l'entreprise (CV Attestation de travail + CNI) ;
4. B4. Matériel de travail : Uniforme officialisé ; détecteur de métaux ; Téléphones, sifflets ; matraque etc. ;



5. B5. Attestation de capacité financière délivrée par une Banque de premier ordre agréée par le MINFI et supérieure ou égale à : FCFA 25.000.000 (Vingt-cinq Millions de FCFA) ;
6. B6. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, signé daté, cacheté à la dernière avec la mention manuscrite «lu et approuvé» ;
7. B7. Description des Spécifications Technique (DST) paraphée à chaque page, signée datée, cachetée à la dernière avec la mention manuscrite «lu et approuvé».

Les critères essentiels sont soumis à des minima dont le détail est donné dans le Règlement de la Consultation (Pièce II).

Cette évaluation se fera de manière binaire (oui ou non), avec un minimum acceptable d'au moins 5 Oui / 7 de l'ensemble des critères essentiels pris en compte.

14. Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est de douze (12) mois, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

15. Allotissement :

Cette prestation est constituée d'un seul lot.

16. Attribution

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura proposé l'offre conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier de Consultation, ayant satisfait à 100% des critères éliminatoires puis au moins 5 oui / 7 des critères essentiels et enfin jugée le moins disant.

17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Ministère des Enseignements Secondaires-Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, Services des Marchés Publics, bâtiment « C » porte 813, Tél. : 222 23 43 59 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques :

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Pour la CONAC : 1517.

20. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

Fait à Yaoundé, le 0.8.2025....

Le Ministre des Enseignements Secondaires,



Nilova Lyonga Ph.D

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP/JDM ;
- Président CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono / Archives.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS

SECONDAIRES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES,
FINANCIERES ET MATERIELLES

Sous DIRECTION DU BUDGET

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL
AND MATERIAL RESOURCES

SUB DEPARTMENT OF BUDGET

SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS

REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 01/26/RQ/MINESEC/ITB/2026 OF 08/12/2025

FOR THE SURVEILLANCE OF SOME BUILDINGS ACCOMODATING THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION.

1. Subject of the consultation

Within the framework of program budget 2026, the Ministry of Secondary Education launches in emergency procedure a Notice of Consultation for a Request for Quotation the surveillance of some buildings accommodating the Ministry of Secondary Education.

2. Nature of services:

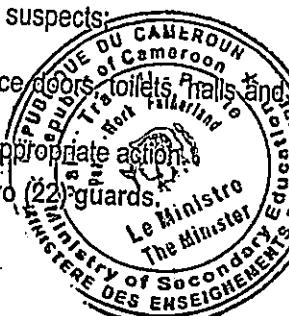
The services of this contract include the surveillance of the following points:

| N° | POST OFFICE | NUMBER OF GUARD | |
|----|---|-----------------|----------|
| | | BY DAY | BY NIGHT |
| 1 | Ground floor of building C | 01 | 01 |
| 2 | Gatehouse C: Rear gate and front building C | 02 | 02 |
| 3 | Secretary of State's Home | 01 | 01 |
| 4 | The Teachers Resource Centre | 01 | 02 |
| 5 | The Inspectorates of Pedagogy (Annex Golf-Bastos) | 01 | 02 |
| 6 | The Inspectorates of Pedagogy (Annex EMIA) | 01 | 02 |
| 7 | The Center of Distance Education GBHS Ydé | 01 | 02 |
| 8 | Building C patrol | 01 | 02 |
| | TOTAL | 09 | 13 |

Precisely:

- ❖ control access;
- ❖ Identify visitors, users and non-technical staff to MINESEC;
- ❖ Delving on arrival and departure, the bags of all technicians performing work on the premises and record non-essential equipment and tools to do the work;
- ❖ Check and regulate the movement of people and goods;
- ❖ Enforce fixed visiting hours;
- ❖ Prevent unjustified exit from the Ministry and material by possibly searching the suspects;
- ❖ Prevent unauthorized trade in the ministry;
- ❖ Operate routine checks every two hours (inside and outside the premises, office doors, toilets, halls and parkings etc.) to satisfy himself it's all in the commandment;
- ❖ Report to service of maintaining the DRFM any anomalies observed for taking appropriate actions.

For this purpose, the service provider will provide a minimum of twenty-two (22) guards.



3. Participation and origin:

Participation to this consultation is open to Enterprises authorized with proven experience in this domain.

4. Financing:

The services subject of this request for quotation will be financed by the Running Budget of for financial year 2026, on the budget allocation line: 60 25 107 03 390000 361481.

5. Submission mode

The submission mode selected for this consultation is the online mode.

6. Consultation of the Tender file:

The physical tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Secondary Education, Department of Financial and Material Resources, Sub-department of Budget, Service of Public Contracts, Block "C", Room 813, Tel.: 222 23 43 59, and the electronic version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> immediately after the publication of this Notice.

7. Acquisition of Quotation file:

The Tender file could be obtained from the Ministry of Secondary Education, Department of Financial and Material Resources, Service of Public Contracts, Block « C » room 813, Tel.: 222 23 43 59 after the publication of this Notice against submission of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of F CFA 50.000 (Fifty thousand Francs) representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain the tender document (CAD) by free download on the COLEPS platform available at the above-mentioned addresses for the electronic version. However, the online submission is conditioned by the payment of the purchase cost of the CAD.

8. Estimated cost:

The estimated cost of the operation following prior studies stands at FCFA TTC 46.750 000 Forty-four million Francs CFA).

9. Provisional bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond of FCFA 450,000 (four hundred and thirty-five thousand) issued by a first-class banking institution or a financial institution approved by the Minister of Finance under the conditions set by COBAC, a list of which is included in document 11 of this Tender Dossier. This bond must be accompanied by a receipt from the CDEC for the same amount.

This bid bond is valid for thirty (30) days beyond the closing date for the validity of the bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer.

A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible. The bid bond must be accompanied by a receipt from the CDEC, for the amount corresponding to that of the bid bond.

10. Submission of bids and Size and format of files:

Each quote is written in French or English

10.1 Deadline for the reception of quotations

1. The deadline for submitting Bids granted to Bidders will be twenty-one (21) working days from the date of publication of the notice of consultation.

2. For online submission, under penalty of rejection, each offer must be written in French or English in One (1) Original copy. The offer must be transmitted by the Bidder on the COLEPS platform no later than 10.10.2026 at 1 p.m., local time. A backup copy of the Offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted against receipt in a sealed envelope.



envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the specified deadlines to the Ministry of Secondary Education, Directorate of Financial and Material Resources, Budget Sub-Directorate, Public Procurement Service, building "C" door 813, and must bear the following mention:

**QUOTATION REQUEST
REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE**
N° 01/26/RQ/MINESEC/ITB/2026 OF 08.11.2025

FOR THE SURVEILLANCE OF SOME BUILDINGS ACCOMODATING THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION.

«To be opened only during the Tenders Board Opening session ».

10.2 Size and format of files

For online bidding, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.
- The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

11. Opening of Quotations

The opening of tenders will take place on/...../2025 at 2 p.m. local time in the MINESEC/CAAP Conference Room opposite Cathedral-Yaounde by the MINESEC Internal Procurement Commission meeting in the presence of the tenderers or their duly authorized representatives and having perfect knowledge of the File.

This opening will take place in one step.

12. Admissibility and Acceptability of Quotations:

The administrative documents required must be produced in originals or in certified true copies by the issuing authority, otherwise they will be rejected. They must be dated less than three (03) months old.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure.

A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted

Bids will be received in the address mentioned above on the 10.11.2025 at 2 pm in the Ministry of Secondary Education, by the Internal tender's board, in the presence of the bidders or their mandated representatives with full knowledge of the files if they so desire.

The bids will be evaluated exclusively of value added tax (EVAT) and all taxes inclusive (ATI) and accompanied by the signed model tender if your bid is chosen.

13. Main Evaluation Criteria:

Tenders will be evaluated according to the following key criteria:



A / Eliminatory Criteria

- A1. Administrative file: Absence or non-compliance of an administrative document with the exception of the bid bond, and the CDEC receipt, 48 hours after the opening of the bids;
- A2. Absence or non-compliance of the bid bond or CDEC receipt;
- A3. False statements, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- A4. Absence of sworn attestation of non-abandonment of Public Procurement over the last three (03) years
- A5. Non-compliance with social obligations towards its employees in the Contract provided (Produce pay slips or any equivalent document);
- A6 Non-compliance with 12-month execution deadlines;
- A7. Non-compliance with the number of personnel defined in the DDC;
- A8. Non-satisfaction of at least 5 out of 7 of the essential criteria,
- A9 absence of a quantified unit price in the quotation;
- A10. Lack of approval issued by the President of the Republic;
- A11. Absence of an element of the financial offer (submission in accordance with the model, the BPU, the DQE);
- A12 Absence of the dated and signed integrity charter;
- A13. Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- A14. Non-compliance with the offer file format;
- A15. Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

B / Essential Criteria

- 1) B1. General presentation of the offers: arrangement of the documents in the order indicated and their separation by a coloured divider format other than that of the documents in the File;
- 2) B2. References: specific experiences of the company in similar services (Attach copies 1st and last sheets of the signed and registered Contract + the corresponding receipt report (minimum two (02) Contracts over the last five (05) years,
- 3) B3. Quality of staff: provide at least one document justifying the experience of each staff (work certificate + CNI);
- 4) B4. Work equipment: Official uniform; metal detector; Telephones; Flashlights; whistles; baton etc.;
- 5) B5. Certificate of financial capacity issued by a first-class bank approved by the MINFI and greater than or equal to: FCFA 25,000,000 (Twenty-five Million FCFA);
- 6) B6. Notebook of Special Administrative Clauses (CCAP) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved";
- 7) B7. Technical Description (DT) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved".

The evaluation of the technical offers will be made according to the binary notation (yes / no) on the basis of the essential points below and in accordance with the RPC (PIECE II), with a threshold of 5 yes / 7 for all the essential criteria taken into account.

14. Deadline of execution

The minimum execution time envisaged by the Project Owner is twelve (12) months (January-December 2026) as from notification of the service order.

15. Allotment

This service consists of a single lot.

16. Award:

The contract will be awarded to the tenderer who has offered the lowest bid, substantially in accordance with the requirements of the Bidding Documents, having met 100% of the elimination criteria and at least 5 Yes / 7 of the essential criteria.



17. Period of validity of the bids:

The bidder is bound by his bid for a period of ninety (90) days with effect from the deadline fixed for the submission of the bids.

18. Complementary information

Additional information may be obtained from the Ministry of Secondary Education - Department of Financial and Material Resources, Service of Public Contract, Block "C", Room 813, Tel.: 222 23 43 59. Or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cmat> <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontrac>.

19. Fight against corruption and bad practices

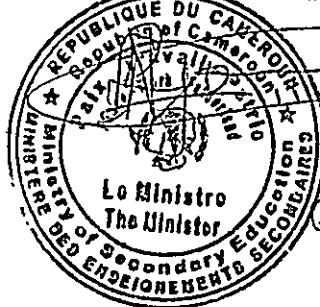
For any attempt at corruption or denunciation, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48. CONAC: 1517,

20. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the platform please call the numbers (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

Yaounde, the 08 DEC 2025

The Minister of Secondary Education,



Nalova Lyonga Ph.

Circular copies

- MINMAP;
- ARMP/PCJ;
- President ITB;
- Notice Board;
- Chrono.